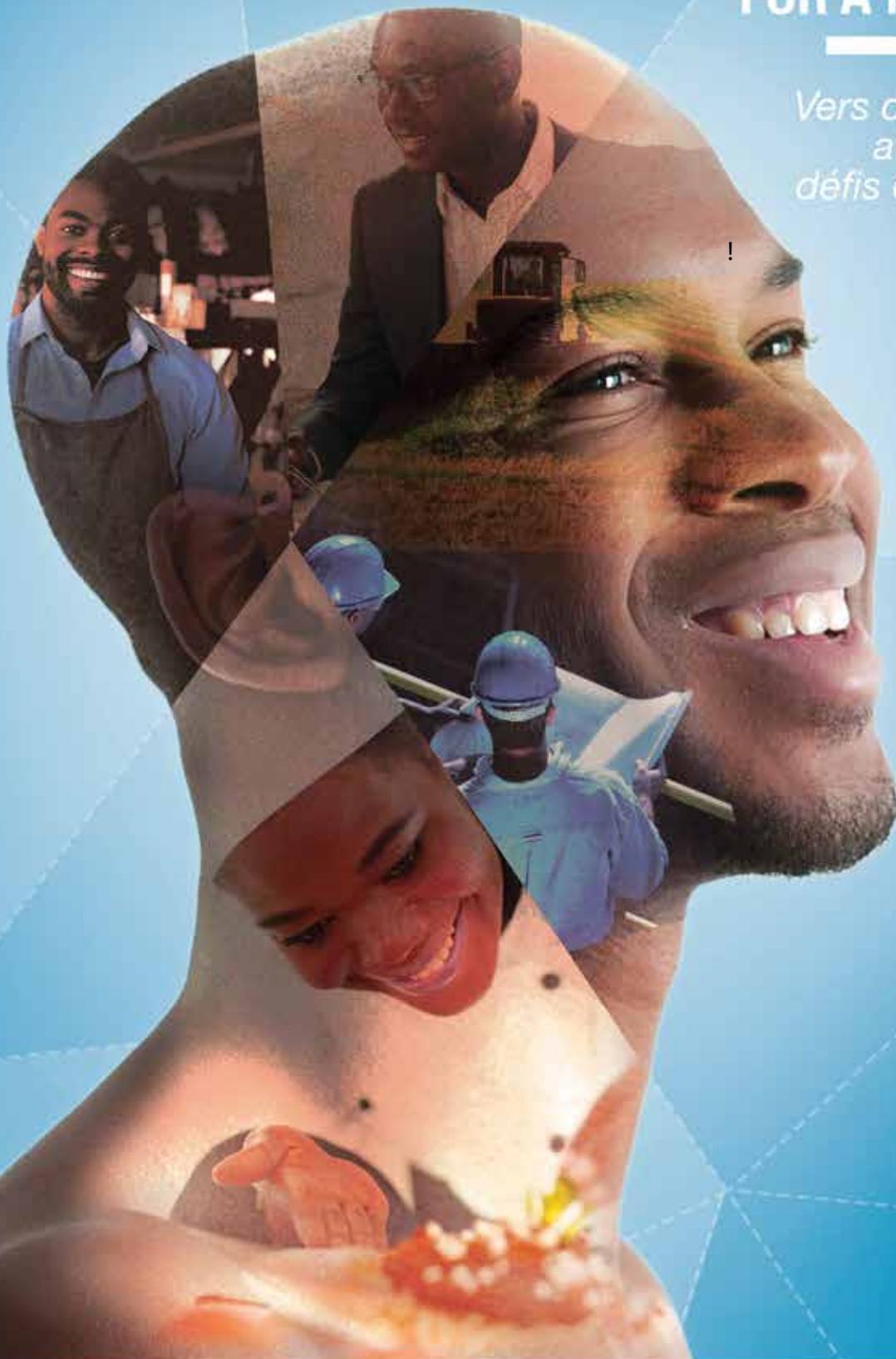


Rapport de Synthèse

EDITION 2016

AFRICA TIME FOR A NEW DEAL

*Vers des solutions
africaines aux
défis du continent*



Africa Time for a New Deal - ATND



AFRICA TIME FOR A NEW DEAL est un forum qui invite les décideurs africains à réfléchir ensemble aux défis du continent et aux perspectives de collaboration inter-africaine pour des solutions africaines. La première édition s'est tenue le 20 Septembre 2016 à Paris.

Pour sa première édition, la conférence Africa Time For a New Deal, sous le thème « Vers des solutions africaines aux défis du continent », a tenu ses promesses en mobilisant plus de 250 participants, en offrant des débats de haut niveau et l'opportunité d'une liberté de ton rare.



“ Le continent africain doit jouer son rôle sur la scène internationale et pour cela nous devons trouver nous-mêmes les solutions. ”

Khaled Igue, Président de Club 2030 Afrique

Introduction M. Khaled Igue, Président de Club 2030 Afrique

Dès son discours d'ouverture, Khaled Igue, fondateur et président du think tank Club 2030 Afrique, à l'initiative de l'évènement, donne le ton : « Je dis souvent, qu'il faut trouver des solutions africaines aux défis du continent, ce n'est aucunement par prétention, mais parce que je reste convaincu que nous ne réussirons toutes les transitions auxquelles nous faisons faces que si l'Afrique est et reste le centre de nos réflexions : transition démographique, transition énergétique, transformations économique et structurelle. J'aime aussi à me considérer comme étant un jeune ambassadeur du continent africain. Et il y a un mot qui me vient souvent à l'esprit dans cet élan de bonne volonté, c'est le mot perception. Le continent africain doit jouer son rôle sur la scène internationale et pour cela nous devons trouver nous-mêmes les solutions. Et si nous réussissons, le continent sera perçu comme un continent à part entière. »

Devant une salle pleine, ô combien prestigieuse de l'Hôtel Shangri La dans le seizième arrondissement parisien, et un auditoire déjà installé depuis quelques minutes et plus qu'attentif, il explique : « Chez Club 2030 Afrique, nous avons l'ambition de devenir une plateforme importante de réflexion sur les questions de développement. » Il définit ensuite les enjeux de ce nouveau rendez-vous : « La raison principale pour laquelle nous avons lancé le concept AFRICA Time For New Deal, c'est parce que l'avenir du continent africain est encore malheureusement trop déterminé par son passé. »

Se projeter dans le futur, en créant des synergies entre les acteurs du public et du privé africain, mais également les fils et les filles du continent et de sa diaspora, c'est l'objectif. Et pour sa première édition, Africa Time For A New Deal a réuni des personnalités de haut niveau, parmi les panélistes : Nayé Anna Bathily, chef des relations parlementaires à la Banque Mondiale ; Lionel Zinsou, ancien premier ministre du Bénin et co-président de la fondation AfricaFrance ; Jean-Michel Severino, Président d'Investisseurs & Partenaires (I&P); Karim Bernoussi, PDG d'Intelcia ; Didier Acouetey, président-fondateur d'AfricSearch ; Jean-Baptiste Satchivi, PDG de CDPA-Agrisatch et président de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin ; Thierry Lauriol, avocat associé au cabinet Jeantet ; Ousmane Bello, CEO d'OK Group.

Première table ronde : Comment améliorer les échanges entre les Etats africains ?

La première table ronde donnera l'occasion à chacun d'entrer dans le vif du sujet, à travers une thématique au coeur de ce « new deal », celle des échanges commerciaux inter-africains. Sous la conduite d'Ele Asu, la présentatrice de l'émission de télévision « Réussite » diffusée sur Canal + Afrique, nos conférenciers commenceront par un état des lieux, la réalité des échanges intra-Afrique. Honneur aux femmes, c'est Nayé Anna Bathily qui ouvre les festivités. « Les parlementaires ne sont pas les partenaires traditionnels des organisations internationales. Mais quand on veut développer nos pays, on se rend compte qu'il est important de se tourner vers d'autres acteurs qui ont une légitimité, une crédibilité et une représentativité. C'est pourquoi à mon niveau je mobilise les parlementaires, au niveau mondial mais essentiellement en Afrique, pour qu'ils s'intéressent à des thématiques comme l'intégration africaine. »

“ Et pourtant la question de l'intégration économique en Afrique est très ancienne, elle a été développée dans la littérature africaine par des penseurs comme Cheikh Anta Diop, parce que nos économies étaient intégrées avant la colonisation. ”

Nayé Anna Bathily



Une fois sa mission précisée, elle précise son point de vue, arguments clés à l'appui : « Il faut commencer par donner un visage à cette intégration régionale. Je vais prendre l'exemple de mon pays le Sénégal, où en Casamance, 60% de la production de mangues est perdue. Faute d'infrastructures pour transformer ses mangues, les transporter, de modèles économiques pour prendre en charge cette production. Et je peux vous donner beaucoup d'autres exemples. » Et puisque, souligne-t-elle, « à la Banque Mondiale, on aime les chiffres », elle illustre son propos : « La réalité des échanges c'est, dans la zone UEMOA, 10% ; 5% en Afrique centrale ; dans l'Union Européenne c'est 60%. Le dernier rapport Doing Business de la banque Mondiale le souligne : il faut 38 jours en Afrique pour importer un produit et 30 jours pour les exporter. En Asie, c'est trois fois moins. Donc une moyenne de dix jours. Et pourtant la question de l'intégration économique en Afrique est très ancienne, elle a été développée dans la littérature africaine par des penseurs comme Cheikh Anta Diop, parce que nos économies étaient intégrées avant la colonisation. Peut être que pour construire ce new deal nous devrions revenir à des choses qui se faisaient avant. »

Revenir aux traditions, aux valeurs africaines, ce sera son leitmotiv.

Son voisin, Lionel Zinsou, lui, économiste de formation et également ami des chiffres, saisira l'occasion de ce débat pour tordre le coup à un certain nombre de préjugés sur la question. Après avoir présenté AfricaFrance, à ne pas confondre avec Françafrique ainsi que le mentionnera la modératrice. « C'est un reversement sémantique qui met l'Afrique au premier rang. AfricaFrance c'est une fondation d'entreprises pour l'essentiel, même si on essaie d'avoir plus de collectivités locales. C'est parti d'une idée que l'on a eu avec Jean Michel (NDLR : Severino) et d'autres complices, Hubert Védrine et Hakim El Karaoui : si on veut que les relations économiques avec l'Afrique se régénèrent, il faut que les initiatives viennent des entreprises elles-mêmes. C'est à la base que nous régleront les problèmes d'emploi, de financement, et cette base, ce sont les entreprises et les collectivités locales. La politique ce n'est pas tout. » Une phrase « savoureuse » dicit Ele Asue, allusion à ses fonctions d'ancien premier ministre du Bénin et candidat, à l'élection présidentielle. Réponse sans détour de Lionel Zinsou : « J'ai cru cela pendant 59 ans. Le fait d'avoir eu dans ma soixantième année un spasme politique n'est pas représentatif. »

“ Comment voulez-vous qu'avec la dotation de l'époque coloniale on ait beaucoup de choses à s'échanger ? ”

Lionel Zinsou

Puis, il en arrive à son propos : « la croissance des échanges en Afrique est un des moteurs de la croissance tout court sur le continent. Une des opportunités les plus palpables. On peut effectivement remonter à une période où les frontières n'étaient pas les mêmes et où nous avons une libre circulation des biens et des personnes.

Mais aujourd'hui, l'Afrique c'est 2% des échanges mondiaux. La part des échanges commerciaux africains dans le monde a régressé dans les vingt, trente dernières années de presque moitié en pourcentage. Même si elle s'est stabilisée et tend à remonter. Enfin, si elle ne représente que 2% du commerce mondial, elle atteint 20% de notre commerce extérieur de pays à pays.

Comment voulez vous qu'avec la dotation de l'époque coloniale on ait beaucoup de choses à s'échanger, puisqu'on nous a fabriqué pendant 100 ans une économie avec laquelle nous n'avons rien à échanger avec nos voisins parce que tout était orienté vers les métropoles ? Je veux bien que l'on échange l'uranium du Niger avec du coton béninois ou du cacao ivoirien... Il faut que l'on se construise une économie diversifiée où l'on ait des produits agricoles, manufacturiers et des services, à nous échanger. »



“ La monnaie c’est une infrastructure aussi importante pour les échanges que les routes. ”

Lionel Zinsou

Il en vient donc aux chiffres, aux statistiques plus précisément, pour lesquelles il invite à la prudence. « Il faut faire attention à nos statistiques douanières. Nous avons très peu de statistiques de commerce extérieur fiables. Et on le voit bien, quand nous avons une crise de récession au Nigéria, l’économie du Bénin et du Cameroun souffre car nous avons beaucoup plus d’échanges que les statistiques ne l’indiquent. Sur les 700 km de frontières, il y a un énorme flux d’échanges, bien supérieur aux chiffres que l’on connaît. » Ceci étant dit, il poursuit sur l’importance des « infrastructures incorporelles ». « Les infrastructures sont fondamentales sinon on perd une grande partie de notre production. Il y a des infrastructures incorporelles très importantes, par exemple la stabilité monétaire, on a la chance dans l’UEMOA, avec 6% de croissance cette année, une des plus fortes au monde, tirée par la Côte d’Ivoire, d’avoir une monnaie commune, donc aucune incertitude de change, et ça, ça aide de façon très significative. »

Et on est en train de mettre en place une autre infrastructure incorporelle, un tarif extérieur commun aux frontières de la CEDEAO, et de rendre plus réelles les facilités d’échanges sans droits de douanes. Même s’il y a du racket... On est arrêté 48 fois entre Lagos et Accra, et souvent racketté à ces arrêts. Il reste beaucoup d’obstacles non tarifaires. Mais on constate qu’un marché commun est en train de s’ouvrir, sur le papier, mais sur le terrain ça progresse. La monnaie c’est une infrastructure aussi importante pour les échanges que les routes. »



“Ce qui me frappe, c’est la rapidité avec laquelle les entrepreneurs avec lesquels nous travaillons opèrent sur un marché régional.”

Jean-Michel Severino

Jean Michel Severino, président d’I&P, un fond qui, rappelle-t-il, « existe depuis 15 ans et dont l’objectif est de prendre des participations au capital de sociétés afin de porter des Start-up et PME africaines ». Il compte aujourd’hui une soixantaine d’entreprises dans son portefeuille « ce qui témoigne de cette révolution entrepreneuriale sur le continent ». Jean-Michel Severino tiendra lui un discours plus « nuancé ».

« Il est incontestable que les échanges sont beaucoup moins importants qu’on le voudrait, l’application des accords d’intégration est encore lacunaire. »

Néanmoins, je crois que les statistiques masquent une dynamique d'intégration sur le terrain plus importante. Ce qui me frappe, c'est la rapidité avec laquelle les entrepreneurs avec lesquels nous travaillons opèrent sur un marché régional. En raison de la faible taille des marchés domestiques, très rapidement, dès qu'une entreprise fonctionne sur le continent, elle doit déborder sur l'UEMOA, la zone Cemac, etc. Il suffit de se poster aux frontières pour voir l'importance saisissante des échanges. C'est notamment vrai en Afrique orientale. Prenez la frontière entre l'Ouganda et le Kenya. Une fraction de tout cela est enregistrée. » Ainsi, il fait part d'« une perception intuitive » : « l'ampleur des flux intercommunautaires et le rythme de croissance est très supérieur aux chiffres annoncés ».

“ La trajectoire économique africaine est unique. On n'a jamais vu dans l'histoire de l'humanité 450 millions de jeunes arriver sur le marché du travail en 25 ans. Cela contraint les gouvernements africains et leurs amis à penser dans des cadres radicalement neufs. ”

Jean-Michel Severino

Il en revient ensuite aux « fondamentaux de la croissance africaine ». « Ce développement est très important car jusqu'à une période très récente les milieux d'affaires n'ont jamais constitué un lobby suffisant vis à vis des gouvernements pour amener à la conclusion d'accords d'intégration plus ambitieux ou à leur mise en place effective. Aujourd'hui l'ampleur de ce commerce régional change la donne. » Au delà de ce constat, plus qu'encourageant, il souligne la singularité du modèle économique africain. Ce qui selon lui doit être pris en compte.

« Le modèle économique africain est très différent de l'asiatique. La dynamique de la croissance ne se construit pas sur la performance de l'exportation, peut être que demain et après demain nous allons voir cela, notamment sur la côte orientale africaine, mais on n'y est pas encore. Aujourd'hui l'essentiel de la croissance africaine, si l'on met de côté les quelques pays pétroliers, c'est une croissance tirée par la consommation intérieure, à la croissance démographique, à l'urbanisation.

Le modèle économique africain n'est donc pas celui de l'Inde, des USA, des grands continents qui se sont construits sur une expansion démographique rapide. La grande chance des USA, de l'Inde, c'est d'avoir été des états unitaires, fédéraux, donc un espace économique unifié. Malheureusement pour l'Afrique, cette croissance se fait dans un cadre étatique morcelé, legs de la colonisation. A un moment il va bien falloir, si le continent africain veut tirer les bénéfices de l'extraordinaire puissance qu'il est en train de générer, que les conséquences en soient tirées sur le plan des formes juridiques et des traités entre les Etats et de leurs mises en œuvre. » Il pose ensuite la question suivante : « Quel est le type de croissance que le continent est en train de construire et comment faire pour qu'elle soit au bénéfice du plus grand nombre ?

La trajectoire économique africaine est unique. Ce qui n'est pas forcément un avantage. La première raison, sa trajectoire démographique est unique dans l'histoire du continent. On n'a jamais vu dans l'histoire de l'humanité 450 millions de jeunes arriver sur le marché du travail en 25 ans, on n'a jamais vu une histoire de peuplement et d'urbanisation comme ce qui est en train de se passer en Afrique. Cela contraint les gouvernements africains et leurs amis à penser dans des cadres radicalement neufs. C'est peut-être un des défis et des manquements de l'élite africaine, ne pas saisir à quel point elle est seule dans sa propre histoire.

Elle n'a pas de leçon à tirer de la France ni de la Chine. Aujourd'hui il y a un devoir d'invention. Or le débat politique économique africain est encombré d'un passéisme rétrograde chez beaucoup des élites africaines et de conseils inadaptés des institutions internationales qui reproduisent des schémas engrangés de leur expérience en Amérique latine ou ailleurs.

Nous sommes ailleurs. Le réservoir de productivité alimentaire est situé en Afrique et nulle part ailleurs, ce qui est en train d'être exploité par les entrepreneurs africains. Aujourd'hui, si j'étais un gouvernement africain, je serais beaucoup plus excité par l'idée de savoir comment je vais développer des « Start Up » des technologies de l'information que de savoir comment je vais produire des bassines pas chères à vendre aux Chinois ou aux Indiens. »

“ Il n'y a pas de passéisme des gouvernements ”

Lionel Zinsou

Un appel à un changement de paradigme des gouvernements qui ne laissera pas indifférent Lionel Zinsou. « Supposons que je sois un gouvernement africain, ironise-t-il. Il n'y a pas de passéisme des gouvernements. Tout simplement parce que nous regardons tous les meilleurs de la classe. Qu'est ce qu'on peut importer du Kenya, du Maroc, de la Côte d'Ivoire ?

Les entreprises commencent à créer un lobby ce qui fait évoluer les politiques des gouvernements. Les vraies forces vives s'occupent des « Start up ». Petit à petit on entre dans le présent. » Il rappelle, au passage, que l'Afrique dispose d'une « fiscalité de porte ». Il n'y a d'impôts directs ou indirects modernes ». Là encore, un héritage de la colonisation.

« On nous a légué des états sans fiscalité. Une fiscalité informelle. » Aussi, assure-t-il, « améliorer la fiscalité interétatique, c'est améliorer les échanges ! ». Puis, répondant à une question d'Ele Asue, sur « les pêchés » africains en matière de politique et d'outils favorisant les échanges commerciaux à l'intérieur du continent, il rétorque : « Il n'est question ni de manque, ni de faute. Il faut arrêter en termes de culpabilisation ! » .

Revenons sur une réalité des échanges plus importante que ce que les chiffres laissent croire, il met en avant l'hétérogénéité du continent.

« Nous sommes à un stade où nous allons beaucoup développer nos échanges sur un modèle économique tout à fait différent des autres en admettant que le continent n'est pas homogène. Il y a des pays, parmi nous, qui participent à des chaînes de valeur mondiales. Exemple, la Tunisie qui fabrique des morceaux de cockpit d'Airbus ou l'Afrique du sud qui exporte des automobiles. Si vous prenez l'usine Renault de Tanger ou Peugeot de Kenitra, au Maroc, pour l'instant ce sont surtout des voitures pour l'Europe mais, petit à petit, une grande partie sera destinée au marché africain.

Ce sont donc des pays très avancés en termes de participation aux échanges mondiaux, avec la capacité de fournir l'Afrique. Et contrairement aux clichés, l'Afrique est en pleine industrialisation. La contribution de l'industrie manufacturière de la plupart de nos pays est supérieure à 15%, et donc supérieure à un pays comme la France, et elle est en très forte progression. »

“ Il y a des échanges auxquels on ne pense pas : le secteur des services, des services financiers notamment, qui a explosé, mais aussi de la culture avec Nollywood au Nigéria qui s'exporte à travers le monde. ”

Nayé Anna Bathily

Même son de cloche pour Nayé Anna Bathily, « on ne peut pas dire qu'on pêche mais qu'est-ce qu'on peut faire de mieux » ajoute-t-elle toutefois. « Le cadre législatif existe, tout a été pensé, écrit, mais on a besoin de l'harmoniser et d'agir pour sa mise en oeuvre. »

Et de poursuivre : « Il y a des échanges auxquels on ne pense pas : le secteur des services, des services financiers notamment, qui a explosé, mais aussi de la culture avec Nollywood au Nigéria qui s'exporte à travers le monde. Sans oublier tout ce qui se fait aujourd'hui à partir du téléphone « mobile ». Elle invitera ensuite à une diversification des Etats africains, en termes de spécialités.

J'ai travaillé sur plusieurs plans de développement. Le Bénin veut être un hub aérien, le Sénégal et la Côte d'Ivoire aussi. Il faut créer de vrais hubs spécialisés et ne pas les multiplier dans une région. J'en reviens aux valeurs africaines, dont une essentielle : celle d'Ubuntu, une philosophie humaniste africaine qui signifie Je suis parce que nous sommes. Dans un monde de plus en plus replié sur lui-même, d'exclusion, en Afrique et partout ailleurs, il faut revenir à ces valeurs cardinales africaines du vivre ensemble, qui, à mon sens, vont nous permettre de construire ce new deal. »

Une spécialisation également abordée par Lionel Zinsou. « Il faut que nous échangions des biens et services demandés. Prenons, dans la filière agricole, le manioc, qui a une particularité, celle d'être la moins chère, donc en mesure de sauver l'Afrique de la malnutrition. Surtout, avec le manioc on peut faire de la farine, de l'alcool alimentaire mais également de l'amidon, un produit en très forte demande mondiale. Le rôle des états est de faciliter cela. Il ne s'agit pas de rêver une industrialisation, il s'agit de faire ce qui est demandé. Les produits du manioc sont demandés dans un spectre extérieur large dans la sous-région. A l'Etat de soutenir les entreprises qui interviennent dans la chaîne de valeur. C'est très modeste, une chaîne intégrée de manioc ne fait rêver personne mais elle permet de lutter de manière concrète contre la pauvreté rurale. »

Recommandations - Table ronde n°1 :

1. Nayé Anna Bathily : « Peut-être que pour construire ce new deal nous devrions revenir à des choses qui se faisaient avant. Revenir aux traditions, aux valeurs africaines, qui existaient avant la colonisation. Dans un monde de plus en plus replié sur lui même, d'exclusion, en Afrique et partout ailleurs, il faut revenir à ces valeurs cardinales africaines du vivre ensemble. »

2. Lionel Zinsou : « Il faut que l'on se construise une économie diversifiée où l'on ait des produits agricoles, manufacturiers, des services, à nous échanger. Il faut que nous échangions des biens et services demandés. »

3. J-M Severino : « A un moment il va bien falloir, si le continent africain veut tirer les bénéfices de l'extraordinaire puissance qu'il est en train de générer, que les conséquences en soient tirées sur le plan des formes juridiques et des traités entre les Etats et de leurs mises en œuvre. Aujourd'hui il y a un devoir d'invention en matière de politique économique. »

Deuxième table ronde : Comment créer des emplois pour la jeunesse africaine ?

Moins institutionnelle, car animée par un panel composé « de chefs d'entreprise », la seconde table ronde, a réuni, autour de Malick Diawara, responsable éditorial Le Point Afrique, en guise de modérateur, Ousmane Bello, CEO d'Ok Group ; Jean Baptiste Satchivi, PDG CDPA-Agrisatch et président de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin ; Didier Acouetey, PDG d'AfricSearch ; Thierry Lauriol, avocat associé au cabinet Jeantet et enseignant à Paris II ; et enfin, Karim Bernoussi, PDG d'Intelcia.

Lesquels seront invités à répondre à une question au premier rang des défis du continent : comment créer des emplois pour la jeunesse africaine ?

“ Le système éducatif africain a produit 10 à 12 millions de jeunes africains dont 80 % arrivent sur le marché du travail sans qualification. ”

Didier Acouetey

Pour tous le point de départ sera le même, à savoir un constat : un contraste important entre le niveau de formation que produisent les systèmes éducatifs africains et les besoins réels du marché.

Une analyse développée par un expert dans le domaine, Didier Acouetey, fondateur d'AfricSearch, un cabinet de conseil spécialisé dans les ressources humaines : « il a plusieurs constats que l'on peut faire, explique-t-il.

Le premier, c'est que le système éducatif qui produit les ressources humaines s'est très mal adapté ces dernières années. On va donner quelques chiffres. Il a produit 10 à 12 millions de jeunes africains dont 80 % arrivent sur le marché du travail sans qualification. Le deuxième constat est que les deux tiers des formations restent dans les sciences sociales qui ont du mal à trouver des débouchés. Troisièmement, il manque réellement des espaces de professionnalisation pour ces jeunes sortis très tôt du système scolaire.

Il n'y a pas d'alternatives pour ceux qui sortent du système sans diplôme afin de leur apprendre un métier. », Puis, il prend pour référence une étude réalisée par le Conseil des investisseurs français en Afrique (Cian), à laquelle il a participé. « A la question dans quel secteur avez-vous le plus de mal à recruter, les trois quarts des entreprises ont répondu dans les filières techniques.



Sur un millier d'universités et centres de formation, dans douze pays, nous en avons retenu à peine une cinquantaine dont le niveau de formation est à la hauteur des besoins du marché.

Cela veut dire une chose : un, nous sommes toujours en déphasage en termes d'éducation par rapport à la réalité du marché ; deux, quand nous essayons d'identifier ces systèmes éducatifs vertueux qui produisent les bonnes ressources humaines, il y en a très peu. Un constat un peu alarmant. »

S'agissant de la diaspora, au cœur de son activité, il indique : « Depuis vingt ans que nous sommes dans le métier du recrutement, à l'origine pour identifier des compétences en dehors du continent et les amener à travailler en Afrique, on observe, et c'est une bonne nouvelle, qu'il n'y a jamais eu autant de compétences, et ce dans tous les domaines. La mauvaise, ces compétences ne trouvent pas toujours les débouchés qui leur permettraient de rentrer. Au niveau de la diaspora comme en Afrique, il y a un déficit dans les filières scientifiques. Si on ne met pas l'accent sur ces disciplines, on risque de rater la quatrième révolution. »



“ Nous avons besoin d'une armée de compétences pour développer l'Afrique. ”

Jean-Baptiste Satchivi

Avec sa double casquette, de chef d'entreprise et de président de la CCI Bénin, Jean-Baptiste Satchivi confirme « ce dysfonctionnement entre les besoins des entreprises et ce que le marché offre.

Un exemple simple : j'ai besoin de vaccinateurs pour les poules, des mécaniciens pour réparer les tracteurs, je ne les ai pas.

Il ne faut pas se limiter à des formations d'élites. Nous avons besoin d'une armée de compétences pour développer l'Afrique. Ce qui implique de revenir aux fondamentaux : déterminer les besoins de nos économies. » Malgré ce constat, il insiste : « Ce n'est pas une fatalité ! Ce n'est que l'héritage de la colonisation ».

Parlant pour sa région, il poursuit : « L'Afrique de l'Ouest a servi le schéma de la colonisation, laquelle a bâti une administration au service de la métropole. On a fabriqué des cols blancs. Résultats, nos universités ne sont pas adaptées au XXIème siècle et à l'ère du numérique. »

Ceci étant dit, il fait part des actions mises en place par la CCI pour participer à cet effort de formation. « Au niveau de la CCI, nous avons envoyé des jeunes, dans le cadre du programme de l'UEMOA Talents du monde, se former en Grande Bretagne. En cinq ans, 200 jeunes ont ainsi été formés avant de rentrer au bercail appliquer ce qu'ils ont appris. Par ailleurs, la CCI forme également de jeunes entrepreneurs et les préparent à mieux gérer leurs affaires. On va plus loin, on signe des accords avec les universités, on discute avec eux des programmes pour les orienter vers les véritables besoins des entreprises. »

Et il exhorte ses homologues à en faire de même : « Nous, chefs d'entreprise, nous devons amener les universités à nous donner les ressources humaines dont nous avons besoin pour devenir de grands compétiteurs. Nous lançons dans ce sens un institut de mentoring qui prépare et appuie les jeunes entrepreneurs et lance des formations en alternance avec du coaching. On réfléchit en ce moment à ce vivier : celui qui sort de l'école est appuyé par un ancien qui lui montre comment fonctionner en entreprise. »



“ Il existe des ressources disponibles, de qualité et à moindre coût sur le continent. ”

Karim Bernoussi

Intelcia, une société marocaine spécialisée dans l'offshoring, implantée en France et au Cameroun, participe également à ce « devoir de formation » du secteur privé comme l'explique son PDG, Karim Bernoussi. Lequel commence par témoigner du programme mis en place au Maroc pour créer les emplois dans l'économie nationale avait besoin.

« En 2007, le Maroc a lancé une étude pour concentrer les efforts sur trois secteurs prioritaires, dont l'offshoring, l'enjeu était de créer 100 000 emplois. Ce qui a pris un peu de temps mais aujourd'hui le secteur emploie 70 000 personnes au Maroc. » Sur le volet formation, qui a conduit son implantation en Afrique subsaharienne, il indique : « On est parti d'un constat, celui qu'il existe des ressources disponibles, de qualité et à moindre coût sur le continent.

Comment leur donner de l'emploi ? Nous, nous opérons dans le domaine de l'externalisation des services, lequel peut donner la chance à des jeunes de décrocher un premier emploi. Nous nous sommes d'abord développés au Maroc, puis en France là où sont nos clients, et ensuite en Afrique subsaharienne, pour une raison : le bassin de l'emploi. Le pari que nous faisons est le suivant : dans quelques années des entreprises vont s'installer en Afrique. Il faudra leur donner les services adaptés. C'est ce que nous faisons. Et avec ces emplois que nous créons, nous participons à créer une classe moyenne dans les pays où nous nous implantons. Des emplois qui vont permettre à ces jeunes d'évoluer, il y a beaucoup de promotion interne.

Même si pour l'instant, au Cameroun, les cadres d'encadrement manquent. Nous allons donc les former en interne. » Et d'en conclure que « le secteur de l'offshoring doit être promu, ce sont des emplois portés par l'essor des nouvelles technologies. Il y a des ressources disponibles en Afrique et qui vont répondre aux besoins en Europe. Notre métier a aussi un rôle d'éducation. Les jeunes qui arrivent dans l'entreprise dans nos pays pour leur premier emploi, ne savent pas parler à un client, travailler en entreprise, gérer une productivité. » Un comportement et une expertise qu'ils gagnent en travaillant au sein d'Intelcia.



“ Le problème de l'emploi en Afrique est préoccupant, au regard de l'explosion démographique. Même si on crée de l'emploi, + 3% ces dernières années, cela reste insuffisant ”

Ousmane Bello

Ousmane Bello, présent dans le digital, « secteur stratégique pour le développement du continent », souligne Malick Diawara, lui, en revanche, manque de ressources qualifiées. « Le problème de l'emploi en Afrique est préoccupant, au regard ne serait ce que de l'explosion de la démographie. Même si l'on crée de l'emploi, + 3% ces dernières années, cela reste insuffisant.

Aujourd'hui, au Bénin, clairement, il est difficile de recruter des profils de programmeurs. » Mais le jeune entrepreneur a trouvé une alternative : « Concrètement ce que l'on fait, pour recruter, c'est que l'on prend des jeunes qui viennent de tous secteurs, par exemple ceux qui sortent de l'école d'administration. Ceux-là vont justement nous aider à discuter avec les administrations. Et on va prendre le temps de les former au numérique. » Ne minimisant pas le coût qu'une formation en interne implique, il souligne : « Il faut dire que ces jeunes manifestent une telle motivation, ce qui est extrêmement riche en terme de valeur pour l'entreprise, de fidélité à l'entreprise, que même s'il faut dix mois pour les former, le gain est exceptionnel.

On arrive à en tirer des compétences intéressantes. » Néanmoins, il invite à la création de centres de formation. « Il nous faut des centres de formation, dispensant des formations courtes mais intenses, et capables de professionnaliser ces jeunes. Et en masse ! Au Bénin, nous recevons des CV par centaines mais il est difficile de recruter. » Et lui aussi, n'a pas hésité à s'associer à des établissements de formation. « Il y a quand même des choses qui évoluent dans le bon sens, des écoles qui se créent, qui prennent des jeunes qu'ils vont former en un à trois mois dans le digital avant de les intégrer dans l'entreprise.

A ce niveau, nous sommes en train de favoriser ces partenariats entre les centres de formation et l'entreprise. Car on pense que c'est une des solutions à cette problématique entre niveau de formation et besoin du marché. Et ne plus se retrouver avec des Bac +5 qui conduisent des taxis-motos.»

“ Pourquoi quand les Chinois construisent un TGV, ils exigent un transfert technologique et pas les Africains. Il faut que l’Afrique fasse de même si elle veut favoriser son développement, et surtout favoriser l’expertise locale. ”

Thierry Lauriol



Former les juristes, c’est l’urgence juge Thierry Lauriol, « pour pérenniser la croissance économique et donc des investissements il faut la sécurité juridique. » Or, relève l’avocat, « le cadre juridique en Afrique est moderne. Parce qu’il a été construit plus récemment que d’autres. Le législateur africain va prendre pour références des règles déjà existantes et les faire évoluer. Même si elles ne sont pas toujours bien appliquées et surtout pas toujours connues. »

Il en vient à son tour à la question de la formation. « Il y a un grand écart aujourd’hui entre ce que l’on enseigne dans les universités en Afrique et ce qui devrait l’être. Le droit enseigné aujourd’hui ne prend pas en compte l’aspect régional. » Il évoque ensuite un point qui fera l’objet d’un débat entre les panélistes. « Un cabinet d’avocats international ne peut pas s’installer en Afrique parce que les règles sont trop protectionnistes. Mais en même temps, d’excellents avocats africains ne travaillent pas parce qu’on a tendance à faire appel à des cabinets internationaux. Les praticiens du droit sur le continent sont en sous utilisation. » Un paradoxe qui interpelle le modèle : « Qui demande à faire appel aux cabinets internationaux ?

Les pouvoirs publics africains ou leurs partenaires ? » Et de se tourner vers le consultant en RH, Didier Acouetey. « Le droit qu’on apprend dans les universités africaines... c’est de l’air ? » Lequel répondra sans détour : « Il y a une tendance à aller chercher l’expertise en dehors du continent sous prétexte qu’il faut une signature, celle d’un prestigieux cabinet international. Quand on veut faire des plans stratégiques on va chercher des gros cabinets, même si j’aime bien mes amis de McKinsey, mais un cabinet à Dakar, Performance pour ne pas le citer, fait le même travail. Parfois pour des recrutements qui se font en Afrique, AfricSearch peut faire le job mais on va chercher des chasseurs de tête internationaux parce qu’on veut légitimer un recrutement.

L’Afrique n’arrive pas à assumer l’expertise que les Africains ont développée. Il faut que les Etats reconnaissent cette expertise. On ne peut pas développer l’Afrique si on ne reconnaît pas cette expertise. Une fois de plus je crois que c’est de la responsabilité des Africains de faire des choix. Le cabinet Jeantet peut travailler en collaboration avec des cabinets d’avocat locaux, qui ont une expertise locale. Il faut que l’Afrique arrête de nourrir des complexes lorsqu’il s’agit d’expertise. Je veux bien admettre que certains niveaux de formation ne permettent pas toujours d’utiliser l’expertise locale, mais justement, quand il y a un appel d’offre et qu’on opte pour un cabinet international, faute d’expertise locale, il faut exiger un transfert de compétences. Pourquoi quand les Chinois construisent un TGV, ils exigent un transfert technologique et pas les Africains. Il faut que l’Afrique fasse de même si elle veut favoriser son développement, et surtout favoriser l’expertise locale. »

“ La responsabilité du chômage, ce n’est pas l’entreprise, c’est l’Etat, les politiques. A eux de créer le cadre nécessaire pour que l’entreprise prospère et crée de la valeur ajoutée, et donc des emplois. ”

Jean-Baptiste Satchivi

Et le mot de la fin sera sonné par Jean-Baptiste Satchivi. « Vous pensez que moi, chef d’entreprise, je vais investir dans un PPP (NDLR : partenariat public-privé) si je n’ai pas le cadre qui sécurise mes investissements ?

Le cadre juridique ce n’est pas l’entreprise qui le crée, ce sont les acteurs du droit. L’absence de ce cadre ne veut pas dire qu’il n’y a pas d’expertise en Afrique. Moi je ne fais pas appel à des avocats internationaux mais Africains, lesquels sont mieux en mesure de connaître les règles locales.

Actuellement, je suis justement en pleine évaluation du patrimoine de mon groupe, et on fait travailler des nationaux. » Ce témoignage fait, il en revient à la question de la formation. « Il faut aller vers la sous-traitance de qualité. Nous voulons développer l’industrie, avons-nous la sous-traitance. Le new deal devient en ce sens un défi. Quand Roosevelt a lancé le new deal aux Etats-Unis, il a initié un chantier de réformes à tout niveau.

L’Afrique aujourd’hui est à ce stade : notre capacité à produire des hommes dépasse notre capacité à la former. Et pourtant, il va falloir nourrir cette Afrique, la soigner, la loger, et l’instruire. Aujourd’hui, dans tous les forums, on parle de l’Afrique comme le continent de l’avenir, mais on ne parle pas des outils financiers nécessaires à la construction de cette Afrique. Il faut former les jeunes. Notre environnement est totalement plombé par le politique.

Ce que j’appelle le crime de faciès économique : on regarde l’entreprise comme un vivier où puiser des ressources et non une source de création de richesse, d’emplois.

Mais la responsabilité du chômage, ce n’est pas l’entreprise, c’est l’Etat, les politiques. A eux de créer le cadre nécessaire pour que l’entreprise prospère et crée de la valeur ajoutée, et donc des emplois. »

Table ronde n°2 - Recommandations -

1. Didier Acouetey : « Au niveau de la diaspora comme en Afrique, il y a un déficit dans les filières scientifiques. Si on ne met pas l'accent sur ces disciplines, on risque de rater la quatrième révolution. »

2. Jean Baptiste Satchivi : « Il ne faut pas se limiter à des formations d'élites. Nous avons besoin d'une armée pour développer l'Afrique. Ce qui implique de revenir aux fondamentaux : déterminer les besoins de nos économies. Il faut aller vers la sous-traitance de qualité. Nous voulons développer l'industrie, avons-nous la sous-traitance ? Le new deal devient en ce sens un défi. »

3. Karim Bernoussi : « Le secteur de l'offshoring doit être promu, ce sont des emplois portés par l'essor des nouvelles technologies. Des ressources disponibles en Afrique et qui vont répondre aux besoins en Europe. »

4. Ousmane Bello : « Il faut favoriser ces partenariats entre les centres de formation et l'entreprise. Car nous pensons que c'est une des solutions à cette problématique entre le niveau de formation et le besoin du marché »

5. Didier Acouetey : « On ne peut pas développer l'Afrique si on ne reconnaît pas l'expertise africaine. Quand il y a un appel d'offre et qu'on opte pour un cabinet international faute d'expertise locale, il faut exiger un transfert de compétence.

Africa Time for a New Deal - ATND



Conclusion : « Place à l'action ! »

Une conférence qui est entrée dans le vif du sujet, abordant la question du développement de l'Afrique, par les Africains, sans fausse considération et avec une véritable liberté de ton, et en proposant, au-delà de l'analyse, par des experts, de la situation actuelle, des solutions concrètes. La rencontre n'avait pas d'autres ambitions.

A l'issue des débats, les échanges se sont poursuivis, pendant le déjeuner, entre les participants toujours aussi nombreux jusqu'au début de l'après-midi. Des cartes visites ont été échangées, des RDV pris, des projets communs envisagés. C'était bien là, la vocation de d'Africa Time For a New Deal : ouvrir le débat entre les acteurs du développement de l'Afrique.



Africa Time for a New Deal - ATND



Les partenaires du #forumATND 2016

Les entreprises



Les partenaires Médias



Club 2030 Afrique remercie tout particulièrement ses partenaires pour leur participation active et leur soutien à cette première édition de Africa Time a for New Deal

